

Convention collective

IDCC : 9281. – **EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE
ET D'ÉLEVAGE
(Eure-et-Loir)**

AVENANT N° 48 DU 15 MARS 2006 (1)

NOR : *AGRS0697084M*

IDCC : 9281

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles d'Eure-et-Loir ;

La fédération des entrepreneurs des territoires d'Eure-et-Loir,

D'une part, et

L'union départementale du syndicat CGT-FO ;

L'union départementale du syndicat (FNAF) CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article VII-1-5 de la convention collective est modifié ainsi qu'il suit :

« 1. Pour les agents d'encadrement embauchés sous le régime de l'ancienne convention collective, ils continuent de bénéficier de la prime d'intéressement avec les mêmes règles de calcul qu'auparavant, soit :

- pour les cadres de l'ancien 3^e groupe b, la prime est débattue entre les parties sans que le montant ne puisse être inférieur à 1 mois et demi de leur salaire de base,
- pour les cadres de l'ancien 2^e groupe, la prime est égale à 1 % de la valeur des produits récoltés, vendus ou estimés avant transformation,
- pour les cadres de l'ancien 1^{er} groupe, la prime est égale à 2 % de la valeur des produits récoltés, vendus ou estimés avant transformation,

sous réserve que les cadres des 2^e et 1^{er} groupes aient au moins 12 mois de service continus sur l'exploitation.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Lorsque l'exploitation emploie plusieurs cadres, le total du montant de la prime ne pourra excéder 2 %. Dans ce cas, la répartition sera effectuée au prorata des taux déterminés pour les groupes 2 et 1, et ce en fonction du nombre respectif de cadres de chacun de ces groupes.

En cas de rupture de contrat en cours d'année, la prime est versée au prorata du temps passé depuis la fin du dernier exercice. Elle est calculée sur le montant de la dernière prime perçue par le cadre.

N'entrent pas en ligne de compte les ventes provenant de secteurs de l'exploitation tels que : aviculture de type industriel, pépinière, serres, etc., dans le cas où la fonction du cadre ne s'exerce pas dans ce secteur de l'exploitation.

En ce qui concerne les produits transformés, la prime d'intéressement sera fixée librement entre les parties.

Des accords individuels au moins équivalents pourront se substituer à la prime.

2. Pour les agents d'encadrement promus ou embauchés sous le régime de la présente convention collective, dans les groupes E et F, les modalités de calcul de la prime annuelle doivent être débattues de gré à gré, fixées par écrit et tenir compte de la production de l'exploitation ou de la partie d'exploitation où se situe le poste de travail de l'agent concerné.

Dans tous les cas, l'agent d'encadrement a droit globalement à une prime annuelle au moins égale à 1 mois et demi de son salaire de base.

La prime annuelle est versée avec la dernière paie de l'année civile. Elle peut toutefois être versée en cours d'année par fractions.

Pour les agents dont le contrat de travail est conclu ou suspendu en cours d'année civile, la prime annuelle est diminuée de 1/12 par mois entier de travail effectif manquant.

En cas de résiliation du contrat en cours d'année civile, la prime est calculée en fonction de la dernière prime entière perçue par le cadre et au prorata. »

Article 2

L'article IX-1 de la convention collective est modifié ainsi qu'il suit :

« L'employeur et le salarié doivent respecter les durées des délais-congés fixées dans le tableau ci-après :

POSTE DE TRAVAIL	ANCIENNETÉ CONTINUE dans une même exploitation ou chez un même employeur	DÉMISSION	LICENCIEMENT
Groupe A : Postes d'exécution de la polyculture et d'élevage, des ETAR et CUMA	pendant la période d'essai ou à son terme	3 journées	6 journées
Groupe B : postes de bureau	inférieure à 2 ans	1 mois	1 mois

POSTE DE TRAVAIL	ANCIENNETÉ CONTINUE dans une même exploitation ou chez un même employeur	DÉMISSION	LICENCIEMENT
Groupe C : postes d'atelier Groupe D : postes d'employés de maison	égale ou supérieure à 2 ans	2 mois	2 mois
Groupes E et F		3 mois	3 mois

La décision de mettre fin au contrat de travail doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception, la période du délai-congé se comptant de date à date et commençant le jour de présentation de cette lettre. »

Article 3

Les dispositions du présent avenant prennent effet le 1^{er} jour du mois civil suivant la date de parution de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles, cité administrative, 15, place de la République, 28019 Chartres Cedex.

Fait à Chartres, le 15 mars 2006.

(Suivent les signatures.)

